Pour arriver à ce résultat, je crois aux encouragements plutôt qu'à la contrainte. Un bon moyen serait de voir à ce que la prime de 10c., 15c. le boisseau pour l'orge,—je pense qu'actuellement la prime est de 10c. et 20c.—payée aux éleveurs de porcs et de bestiaux qui ne récoltent pas leur propre provende, s'applique à tous ceux qui élèvent et vendent des porcs, peu importe qu'ils produisent ou non leurs propres céréales. On nous dira peut-être que la chose est impossible; mais j'ai l'impression que nos statisticiens pourraient certainement déterminer combien il faut de boisseaux de blé, d'avoine ou d'orge pour élever un porc, dans les conditions ordinaires. Si l'éleveur recevait un montant fondé sur la prime de 10c. et 20c. sur le nombre de boisseaux de céréales utilisés pour l'élevage d'un porc, je pense que la difficulté serait surmontée. Je pense que ce serait un moyen d'encourager la production et qu'on devrait faire quelque chose dans ce sens, parce que la production, du moins, dans la région que j'habite, et aussi, je crois, dans d'autres provinces, diminuera bien plus rapidement maintenant que la guerre a pris fin et dans les conditions qui nous sont faites à l'heure actuelle.

On a aussi proposé, vu la rareté de vétérinaires dans le pays, que le Gouvernement aide d'une façon quelconque à la formation d'un nombre suffisant de vétérinaires. Ce n'est pas une profession très populaire de nos jours. A moins de prendre les moyens appropriés, des troupeaux de prix périliteront par suite du manque de ces spécialistes.

J'ai encore un autre point à traiter mais je ne crois pas le pouvoir complètement avant six heures. Il s'agit de ce que j'appellerai une "affaire en suspens"—et par ce terme j'entends qu'elle a été laissée de côté depuis la dernière session. Les honorables députés admettront sans doute qu'il s'agit d'une de ces affaires qu'on a laissées en suspens après la première Grande Guerre et dont on ne s'est pas encore occupé.

J'ai été heureux d'entendre les discours de tant de jeunes militaires de retour de la dernière guerre, et j'espère qu'ils auront le courage dont ils ont fait preuve devant l'ennemi, d'appuyer la proposition que je présenterai aujourd'hui et que j'ai déjà faite en maintes occasions. J'aimerais qu'avant la fin de la présente session nous adoptions une mesure méritoire à l'égard d'hommes dont certains sont les pères d'honorables députés ici présents. Je veux parler d'anciens combattants de la première Grande Guerre qui se sont établis sur des terres. Comme ce fut encore le cas pour la présente guerre, beaucoup de nos soldats de la première guerre mondiale

ont été recrutés dans les régions agricoles. Après la fin des hostilités un bon nombre d'entre eux décidèrent de retourner sur la ferme. Après un choix, on constate que 25,017 d'entre eux s'installèrent finalement sur des terres administrées par la Commission d'établissement des anciens combattants. L'ancien ministre des Mines et ressources, qui dirigeait le projet jusqu'à tout dernièrement, a admis que celui-ci avait été improvisé à la hâte, et je partage son avis. Lorsque ces hommes s'établirent sur les terres, on leur avança \$109,034,331, c'est-à-dire, chacun \$4,358. On exigeait d'eux un intérêt de 5 p. 100 sur le compte courant et de 7 p. 100 sur les arrérages, répartissant le remboursement de la dette sur 25 ans. Je vous dispenserai des autres détails qui sont nombreux. Je tenais à donner une vue d'ensemble, parce que tous ceux que la question intéresse peuvent se renseigner complètement en consultant les *Débats* de la dernière session.

Les honorables députés se rappellent que les prix des produits agricoles, du bétail et du porc ont baissé et que bon nombre de ces gens se sont trouvés dans une situation impossible. En premier lieu, le terrain leur avait coûté très cher et, même en temps normal, ils n'auraient pu faire honneur à leurs obligations. Pendant les périodes de crise, ils ont dû abandonner. Soixante pour cent d'entre eux ont eu la prévoyance de se lancer dans d'autres entreprises, mais d'autres ont poursuivi la lutte quand tout militait contre eux.

J'adopte le 31 mars 1944 comme date de démarcation. Si le Gouvernement maintient sa présente ligne de conduite, il se peut qu'en dix ans au plus, presque tous ces anciens combattants soient morts. Le Gouvernement reprendra alors possession des terres et pourra les revendre à des Japonais, des Allemands ou des Italiens pour la moitié du prix qu'il en réclame actuellement.

Le montant total remboursé a été de \$75,888,550 comprenant \$50,507,493 en principal et \$25,381,060 en intérêts. Je cite ces montants séparément pour que les honorables députés remarquent que, durant la même période de temps le coût d'administration de la section des soldats n'a été que de \$27,340,763 soit à peu près \$1,100,000 par année pour la période de temps envisagée. Si vous prenez l'intérêt de 25 millions et le coût d'administration de 27 millions, vous arrivez au total de 52 millions. Le montant du principal remboursé a été de \$50,507,493. Il a fallu opérer certains rajustements nécessaires s'élevant à 44 millions pour l'exercice qui s'est terminé à la fin de mars 1944, alors que le montant total échu était de \$7,715,954.

[M. Fair.]